

# Partie 2

**RELANCER LE  
DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE**



ombes

## Indicateur 8 Emploi

## Objectifs du Scot

Le Scot ne définit pas d'objectif en termes d'emplois, tant les prévisions sont difficiles à réaliser. Toutefois, la partie « Un développement économique à relancer » vise à dynamiser l'emploi sur le territoire.

### Méthode

Plusieurs sources de données ont été utilisées pour analyser l'emploi :  
**La base Acooss-Urssaf** permet une analyse sur cinq ans avec des données récentes (fin 2012), mais ne comptabilise que les emplois salariés privés. Elle couvre l'ensemble des cotisants du secteur concurrentiel qui comprend tous les secteurs d'activités économiques sauf les administrations publiques, l'éducation non marchande (établissements d'enseignement relevant de l'Etat ou des collectivités locales), la santé non marchande et l'emploi par les ménages de salariés à domicile.

**La base Clap** permet une analyse de l'ensemble de l'emploi salarié, public et privé, mais uniquement sur la période 2006-2010. Les données sur l'emploi salarié résultent d'une mise en cohérence des informations issues de l'exploitation des Déclarations annuelles de données sociales, des bordereaux récapitulatifs de cotisations de l'Urssaf, des données de la Mutualité sociale agricole (à compter des données relatives à l'exercice 2007) et du système d'information sur les agents de l'État.

**Le recensement de l'Insee** permet une analyse de l'emploi total, qu'il soit salarié ou non. Les personnes travaillant seules sont donc prises en compte (certains agriculteurs et artisans, auto-entrepreneurs). Il est toutefois moins exhaustif que les bases précédentes car les données sont déclaratives. Depuis 2004, le recensement permet de mieux prendre en compte les actifs ayant un emploi, même occasionnel ou de courte durée, et qui sont par ailleurs étudiants, retraités ou chômeurs. Les comparaisons entre les données 2010 et les données antérieures ne sont donc pas possibles. Les actifs occupés au sens de l'Insee sont l'ensemble des personnes qui habitent sur le territoire et qui ont un emploi.

### L'EMPLOI SALARIÉ PRIVÉ PAR SECTEURS D'ACTIVITÉS

	Autres services	BTP	Commerce de détail	Commerce de gros et automobile	Industrie, énergie, environnement	Services aux entreprises, finance, immobilier	Transports - logistique	Total emploi salarié privé
2007	1 130	670	415	358	1 404	569	436	<b>4 982</b>
2012	1 242	652	476	401	1 227	619	468	<b>5 085</b>
Evolution 2007-2012	112	-18	61	43	- 177	50	32	<b>103</b>

Source : Emplois salariés privés au 31-12, Source : Acooss - Urssaf

### L'EMPLOI SALARIÉ PRIVÉ SELON LES TYPES DE TERRITOIRES

	Emplois salariés privés fin 2007	Emplois salariés privés fin 2012	Evolution 2007-2012
Total Dombes	<b>4 982</b>	<b>5 085</b>	2%
Bourgs centre	2 810	3 021	8%
Pôles secondaires	1 681	1 537	-9%
Villages périphériques	491	527	7%

Source : Emplois salariés privés au 31-12, Source : Acooss - Urssaf

### L'EMPLOI SALARIÉ ET L'EMPLOI TOTAL

Total des emplois salariés (publics et privés) fin 2006	Total des emplois salariés (publics et privés) fin 2010	Emplois total 2010 (Insee)	Ratio emplois/ actifs occupés 2010
6 627	6 836	9 273	66%

Source : Clap 2010, Insee 2010

**Situation de référence**  
année de référence : 2007

**Ensemble du territoire**

Le territoire comptait près de 5 000 emplois salariés privés en 2007, dont 1 400 dans l'industrie, l'énergie et l'environnement et 1 700 dans les divers métiers des services.

**A l'échelle des polarités**

Les bourgs-centres et les pôles secondaires concentraient l'essentiel de l'emploi salarié privé, avec respectivement 2 800 et 1 700 emplois.

**Evaluation**  
(période d'évaluation : 2007-2012)

**Ensemble du territoire**

Entre 2007 et 2012, le territoire a gagné 100 emplois salariés privés. Cette tendance générale ne s'applique pas à tous les secteurs d'activités. L'industrie, l'énergie et l'environnement ont perdu près de 180 salariés. A contrario, 160 emplois salariés ont été créés dans le secteur des services et une centaine dans le commerce.

**A l'échelle des polarités**

Les bourgs-centres ont connu une assez forte croissance de l'emploi salarié privé sur ces cinq années. Ils concentrent 60% des salariés. Les pôles secondaires ont quant à eux connu un recul de l'emploi.

Le nombre de salariés dans les villages a globalement augmenté.

Les situations sont toutefois hétérogènes et huit villages ont perdu des emplois.

Sur la période 2006-2010, on constate que l'emploi salarié total, qui inclut également la fonction publique, a augmenté de 200 salariés, atteignant ainsi 6 800 salariés. En 2010, l'écart entre l'emploi salarié et l'emploi total, estimé par l'Insee, est d'environ 2 400 emplois. Les chefs d'entreprise à leur compte, les auto-entrepreneurs et certains agriculteurs ne sont, par exemple, pas salariés. Sur le Scot, 69% des établissements actifs en 2010 n'ont aucun salarié. Ces emplois ne sont donc pas inclus dans l'emploi salarié. L'Insee estime à 9 270 le nombre d'emploi total (salarié et non salarié) en 2010.

Cette donnée permet de constater que le territoire dispose de deux emplois pour trois actifs occupés. La Dombes reste donc un territoire plus résidentiel qu'employeur.



Source : Syndicat mixte du Scot de la Dombes

Indicateur 9  
Surfaces dédiées  
à l'économie

## Objectifs du Scot

- Le Scot prévoit la réalisation d'environ 67 hectares de zones d'activités afin de rééquilibrer le taux d'emploi sur le territoire et limiter les flux domicile-travail avec les territoires extérieurs. Ces 67 hectares sont répartis à la commune sur des zones de rang intercommunal et des zones de rang communal.
- Outre ces zones précisément identifiées, le Scot autorise le développement de nouvelles zones sur les communes qui n'en dispose pas. Ainsi, 6 hectares peuvent être répartis sur la Communauté de communes Chalaronne Centre, 6 hectares sur la Communauté de communes Centre Dombes et 3 hectares sur la Communauté de communes du Canton de Chalamont.

### LES SURFACES ÉCONOMIQUES OCCUPÉES, DISPONIBLES OU EN PROJET EN 2006 ET EN 2013

EPCI	Commune	Surfaces occupées en 2006	Surfaces disponibles en 2006	Extensions prévues 2006-2015	Surface maximale des zones d'activités en 2015 (*)	Surfaces occupées en 2013	Surfaces non urbanisées mais disponibles dans les PLU/POS en 2013	Surfaces totales des zones d'activités en 2013 (occupées et disponibles)
<b>ZA intercommunales</b>								
CC Chalaronne Centre	Châtillon-sur-Chalaronne	22	7,5	10	39,5	32	3	35
CC Chalaronne Centre	Saint-Trivier-sur-Moignans	5	7	10	22	7	3	10
CC Centre Dombes	Mionnay	8	0	30	38	8	28	36
CC Centre Dombes	Saint-André-de-Corcy	25,3	1,7	0	27	25,8	1,2	27
CC Centre Dombes	Villars-les-Dombes	14	6	0	20	14,7	3	17,7
CC du Canton de Chalamont	Chalamont	0	2,6	13	15,6	10	1,25	11,25
<b>ZA communales identifiées précisément</b>								
CC Chalaronne Centre	Sandrans	2	0	0	2	2	1,5	3,5
CC Centre Dombes	Marlieux	0,5	0,5	3	4	2,5	0	2,5
CC Centre Dombes	Saint-Paul-de-Varax	8,8	1	0	9,8	10,6	8,3	18,9
CC Centre Dombes	Sainte-Olive	3	0	0	3	3	0	3
CC du Canton de Chalamont	Versailleux	0	0	1,3	1,3	0	0	0
<b>Possibilités de ZA communales non identifiées précisément</b>								
CC Centre Dombes		0	0	6	6	0	0	0
CC Chalaronne Centre		0	0	6	6	0	1	1
CC du Canton de Chalamont		0	0	3	3	0	0	0
<b>Commune déjà dotée d'une zone artisanale en 2006 (pas d'extension prévue au Scot)</b>								
CC du Canton de Chalamont	Saint-Nizier-le-Désert	0,9	0,6	0	1,5	0,9	0,6	1,5
<b>Surfaces totales</b>		<b>89,5</b>	<b>26,9</b>	<b>82,3</b>	<b>198,7</b>	<b>116,5</b>	<b>50,85</b>	<b>167,35</b>

Source : questionnaire adressé aux maires et aux EPCI, 2013

(\*) La surface maximale des zones d'activités en 2015 a été calculée en faisant ajoutant les extensions prévues au Scot aux surfaces occupées et disponibles en 2006.



### Situation de référence

année de référence : 2006

En 2006, 90 hectares de zones d'activités étaient occupés sur le territoire et 26 hectares étaient disponibles dans les documents d'urbanisme locaux pour l'accueil d'entreprises.

### Evaluation

(période d'évaluation : 2006-2013)

En 2013, on dénombre 116 hectares de zones d'activités occupées. 51 hectares sont disponibles dans les documents d'urbanisme en vigueur. Les disponibilités sont majoritairement localisées dans la zone d'activités de Mionnay, où 28 hectares peuvent accueillir des entreprises.

Ce total de 167 hectares de zones d'activités (comprenant l'ensemble des zonages d'activités, bâtis et non bâtis) reste dans l'enveloppe générale permise par le Scot.

Les disponibilités affichées ne présentent pas les projets de zones d'activités dans les PLU en cours d'élaboration. Les communes de

Saint-Trivier-sur-Moignans et Chalamont projettent d'inscrire respectivement 10 et 4 hectares dans leur futur document d'urbanisme. Ces projets respectent l'enveloppe foncière attribuée par le Scot.

Les prescriptions par commune ont été respectées dans la plupart des communes. Seules les communes de Sandrans et de Saint-Paul-de-Varax ont développé des zones d'activités non prévues au Scot. Dans la commune de Sandrans, on recense une surface de 1,5 hectare disponible non répertorié dans le Dog. Dans la commune de Saint-Paul-de-Varax où aucune extension n'était prévue, la surface occupée par les entreprises a augmenté de 2 hectares et 8 hectares sont disponibles en zonage économique.

La possibilité de créer des zones artisanales dans les communes qui n'en étaient pas dotées a été assez peu utilisée. Seule la commune de Saint-Georges-sur-Renon a créé une nouvelle zone à ce jour. Les communes de Baneins et L'Abergement-Clémenciat réfléchissent à utiliser cette possibilité de création dans leur document d'urbanisme en cours d'élaboration.

#### Méthode

L'analyse des surfaces occupées et disponibles en 2013 dans les zones d'activités est issue d'un questionnaire adressé aux mairies et aux EPCI du territoire. Les surfaces occupées et disponibles en 2006 ont été reprises des données contenues dans le Scot (document d'orientations générales pages 28 à 30 pour les surfaces occupées et rapport de présentation page 60 pour les surfaces disponibles). Ces données ont été transmises aux mairies et aux EPCI lors du questionnaire afin de vérifier leur exactitude.

## Indicateur 10 Commerce

### Objectifs du Scot

Le Scot prévoit une localisation des commerces « structurants » prioritairement dans les bourgs-centres. Les activités uniquement logistiques et commerciales ne sont pas autorisées dans la zone d'activités entre Mionnay et Les Echets.

#### COMMERCES DE PLUS DE 300M<sup>2</sup> DE SURFACES DE VENTE EN 2006

ENSEIGNE	COMMUNE D'IMPLANTATION	ACTIVITE	SURFACE DE VENTE (m <sup>2</sup> )
GAMM VERT - COMPTOIR DU VILLAGE	CHALAMONT	LIBRE SERVICE AGRICOLE	300
CHAMPION	CHATILLON SUR CHALARONNE	SUPERMARCHÉ AVEC STATION-SERVICE (4 POMPES)	945
INTERMARCHÉ	CHATILLON SUR CHALARONNE	SUPERMARCHÉ	999
MONSIEUR BRICOLAGE	CHATILLON SUR CHALARONNE	BRICOLAGE JARDINAGE DECORATION	766
GAMM VERT	CHATILLON SUR CHALARONNE	LIBRE SERVICE AGRICOLE	980
CHAMPION	ST ANDRE DE CORCY	SUPERMARCHÉ AVEC STATION-SERVICE (4 POMPES)	1 529
JARDINERIE DES DOMBES - ETS HERITIER	ST ANDRE DE CORCY	JARDINAGE HORTICULTURE POTERIE	1 555
GAMM VERT	ST ANDRE DE CORCY	LIBRE SERVICE AGRICOLE	730
SUPER U	VILLARS LES DOMBES	SUPERMARCHÉ AVEC STATION-SERVICE	1 200
ALDI MARCHÉ	VILLARS LES DOMBES	SUPERMARCHÉ HARD DISCOUNT	700
MEUBLES MONTORFANO	VILLARS LES DOMBES	MEUBLES	700
CAP BRICOLAGE	VILLARS LES DOMBES	BRICOLAGE DECORATION	610
ETS GIRARD	VILLARS LES DOMBES	BRICOLAGE, MATERIEL AGRICOLE	416
COULEURS JARDIN	VILLARS LES DOMBES	JARDINAGE HORTICULTURE	1 293
GAMM VERT	VILLARS LES DOMBES	LIBRE SERVICE AGRICOLE	355

Source : CCI de l'Ain

#### COMMERCES DE PLUS DE 300M<sup>2</sup> DE SURFACES DE VENTE EN 2013

ENSEIGNE	COMMUNE D'IMPLANTATION	ACTIVITE	SURFACE DE VENTE (m <sup>2</sup> )	EVOLUTION entre 2006 et 2013
SUPERMARCHÉ CASINO	CHALAMONT	SUPERMARCHÉ	850	Création
ALIM'DESTOCK	CHALAMONT	SUPERMARCHÉ, BAZAR	528	Création
GAMM VERT - COMPTOIR DU VILLAGE	CHALAMONT	LIBRE SERVICE AGRICOLE	300	Pas d'évolution
LES JARD'AIN D'ANTAN	CHALAMONT	JARDINAGE HORTICULTURE	300	Création
INTERMARCHÉ	CHATILLON / CHALARONNE	SUPERMARCHÉ AVEC STATION-SERVICE	1 870	Délocalisation pour agrandissement
CARREFOUR MARKET	CHATILLON / CHALARONNE	SUPERMARCHÉ AVEC STATION-SERVICE	1 890	Délocalisation pour agrandissement
NETTO	CHATILLON / CHALARONNE	SUPERMARCHÉ HARD DISCOUNT	999	Changement d'enseigne
AIN'TERIEUR DECO	CHATILLON / CHALARONNE	DECORATION, MEUBLES, LUMINAIRES	780	Changement d'enseigne
GAMM VERT	CHATILLON / CHALARONNE	LIBRE SERVICE AGRICOLE	1 651	Agrandissement du site existant
MR BRICOLAGE	CHATILLON / CHALARONNE	BRICOLAGE JARDINAGE DECO	1 875	Délocalisation pour agrandissement
PLATTARD NEGOCE	CHATILLON / CHALARONNE	BRICOLAGE, MATERIAUX DE CONSTRUCTION	378	Création
CARREFOUR MARKET	ST ANDRE DE CORCY	SUPERMARCHÉ AVEC STATION-SERVICE	2 300	Agrandissement du site
GAMM VERT	ST ANDRE DE CORCY	LIBRE SERVICE AGRICOLE	1 413	Agrandissement du site
SUPER U	VILLARS LES DOMBES	HYPERMARCHÉ AVEC STATION-SERVICE	2 680	Agrandissement du site
ALDI MARCHÉ	VILLARS LES DOMBES	SUPERMARCHÉ HARD DISCOUNT	700	Pas d'évolution
MEUBLES MONTORFANO	VILLARS LES DOMBES	MEUBLES	700	Pas d'évolution
ETS GIRARD - NEW HOLLAND PROMO-DIS	VILLARS LES DOMBES	BRICOLAGE, MATERIEL AGRICOLE	416	Pas d'évolution
LES COMPTOIRS DU BRICOLAGE	VILLARS LES DOMBES	BRICOLAGE DECORATION	610	Pas d'évolution
GAMM VERT	VILLARS LES DOMBES	LIBRE SERVICE AGRICOLE	1 270	Délocalisation pour agrandissement
LA JARDINERIE DES DOMBES - COULEURS JARDIN	VILLARS LES DOMBES	JARDINAGE HORTICULTURE	1 293	Pas d'évolution
GEDIMAT	VILLARS LES DOMBES	BRICOLAGE MATERIAUX DE CONSTRUCTION - GROS ET DETAIL	996	Création

Source : CCI de l'Ain

Pas d'évolution

Agrandissement du site existant

Création

Friche

#### Méthode

Le recensement des commerces de plus de 300 m<sup>2</sup> de surface de vente est issu de fichiers consulaires de la CCI de l'Ain. L'analyse des CDEC (Commission départementale d'équipement commercial) et des CDAC (Commission départementale d'aménagement commercial) est également issue des fichiers consulaires de la CCI. Les CDAC remplacent les CDEC depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2009. Les personnes siégeant dans ces instances, ainsi que les critères d'appréciation ont été modifiés lors de ce changement d'appellation, lié à la loi de modernisation de l'économie. Lorsqu'un recours est porté contre une décision des commissions départementales, le dossier est étudié en commission nationale (CNEC, puis CDAC depuis 2009).

## Situation de référence (année de référence : 2006)

En 2006, les commerces de plus de 300 m<sup>2</sup> de surface de vente étaient situés en grande majorité dans les trois bourgs-centres. Ces communes représentaient 80% du plancher commercial en grande et moyenne surfaces. La seule autre commune d'implantation était Saint-André-de-Corcy.

Le plancher commercial du secteur alimentaire représentait près de 5 400 m<sup>2</sup>. Le secteur du non alimentaire disposait de plus de 6 100 m<sup>2</sup> de surface de vente. Le jardinage et le bricolage représentaient l'essentiel de ce plancher commercial. Il n'existait aucune enseigne de plus de 300 m<sup>2</sup> en équipement de la personne.

En 2005, une demande d'implantation d'un Leclerc, de trois boutiques et d'une station-service avait été accordée sur la commune de Mionnay. Cet ensemble commercial n'a pas été réalisé et a fait l'objet d'une seconde demande de CDEC en 2006. Refusée, cette demande a été accordée par un recours en CNEC.

Pour ce qui est du **commerce de détail** (petits commerces et grandes surfaces), on dénombrait environ 200 commerces de détail en 2006 dans le territoire. Avec 115 commerces sur 205, les trois bourgs-centres concentraient la majorité des commerces.

Trois communes ne disposaient d'aucun commerce de détail : Birieux, Boulogneux et Crans.

## Evaluation

(période d'évaluation : 2006-2013)

Le projet d'implantation d'un ensemble commercial dans la commune de Mionnay a été abandonné, malgré la décision favorable de la CNEC. Conformément à la prescription du Scot, aucune activité commerciale ou logistique n'a donc été implantée entre Mionnay et les Echets.

En 2013, les commerces de plus de 300 m<sup>2</sup> se situent toujours sur les quatre mêmes communes. L'ensemble des créations de

grandes et moyennes surfaces a été réalisé dans les trois bourgs-centres conformément à l'orientation du Scot.

Entre 2006 et 2013, le plancher commercial des plus de 300 m<sup>2</sup> a doublé, passant de 11 500 m<sup>2</sup> à 23 000 m<sup>2</sup> de surface de vente. Cette augmentation est beaucoup plus importante que la croissance démographique (1,6% par an environ sur la période 2006-2010).

Il n'est pas possible de connaître l'impact de ce développement sur les comportements d'achat en 2013. Toutefois, on constate qu'entre 2003 et 2010, les flux de consommateurs entre le Scot et les territoires voisins ont très peu évolué (cf. pages suivantes). En 2003 comme en 2010, 45% des achats réalisés par les habitants du Scot se font dans le territoire. Ils représentent 73% du chiffre d'affaires des commerces de la Dombes, contre 79% en 2003. Il y a donc une légère augmentation de l'attractivité commerciale du territoire.

En 2013, on compte plus de 250 **commerces de détail**. Les pôles secondaires et les villages ont vu leur nombre de commerces augmenter. Ils représentent aujourd'hui plus de la moitié des commerces de détail.

La croissance du nombre d'établissements a été forte sur le secteur Centre et notamment sur les communes de Mionnay, Saint-André-de-Corcy, Villars-les-Dombes, Saint-Germain-sur-Renon. Le nombre d'établissements est globalement stable sur le secteur Ouest et en légère hausse sur le secteur Est.

En 2013 et selon le recensement de la CCI, seule la commune de Boulogneux ne dispose d'aucun commerce de détail. A noter toutefois que la classification « commerce » ne comprend pas les trois restaurants de la commune, qui ont malgré tout un rôle de proximité. Les commerces créés ne sont pas forcément sédentaires. C'est le cas de Birieux et de Crans, où les nouveaux commerces sont non sédentaires. Ils vendent leurs produits sur les marchés.

L'analyse du nombre de com-

## Indicateur 10 Commerce

merces de détail ne doit pas être confondue avec l'analyse des établissements de proximité. En effet, les besoins de proximité peuvent être assurés dans certains villages par des établissements multiservices (café-restaurant, ...) qui ne sont pas des commerces de détail au sens de la définition de la CCI de l'Ain. A contrario, des commerces de détails peuvent ne pas avoir de rôle de proximité (établissement vendant ses produits sur des marchés hors du territoire, vente de chevaux).

### LE COMMERCE DE DÉTAIL EN 2006 ET EN 2013

	Nombre de commerces de détails en 2006	Nombre de commerces de détails en 2013	Evolution 2006 - 2013
Bourgs-centres	115	126	11
Pôles secondaires	50	74	24
Villages périphériques	40	55	15
<b>Total</b>	<b>205</b>	<b>255</b>	<b>50</b>

Source : CCI de l'Ain

### Méthode

L'analyse du nombre de commerces de détail est issue d'un recensement de la CCI de l'Ain.

Ce recensement comprend les commerces alimentaires et non alimentaires (équipement de la personne et de la maison, culture-loisirs), sédentaires et non sédentaires (commerçants vendant sur les marchés mais ayant leur siège sur la commune). Les entreprises de services de type coiffure, restauration, ne sont pas considérées comme des commerces de détail.

## Objectifs du Scot

Le Scot affirme que les projets commerciaux seront strictement réalisés en réponse aux besoins du territoire.

### EVOLUTION DES FLUX DE CONSOMMATION ENTRE 2003 ET 2010

#### Où achètent les résidents du SCOT Dombes ?

DÉPENSES 2003	LIEUX D'ACHAT			TOTAL EN M€
	SCOT DOMBES	RESTE DEPT AIN	AILLEURS (HORS AIN ET VAD)	
<b>1- ALIMENTAIRE</b>	67,1%	19,1%	13,8%	65,0
NON ALIMENTAIRE	30,2%	30,0%	39,8%	94,9
<b>2- EQ PERSONNE</b>	16,9%	31,5%	51,6%	26,1
<b>3- EQ MAISON</b>	24,3%	34,7%	40,9%	31,0
<b>4- CULTURE LOISIRS</b>	26,3%	33,6%	40,1%	19,7
<b>5- HYGIENE SANTE</b>	63,6%	15,8%	20,7%	18,1
<b>TOTAL</b>	<b>45,2%</b>	<b>25,6%</b>	<b>29,2%</b>	<b>159,9</b>

Source : Enquête sur les comportements d'achat des ménages de 2003 - CCI de l'Ain (M€ : millions d'euros)

DÉPENSES 2010	LIEUX D'ACHAT			TOTAL EN M€
	SCOT DOMBES	RESTE DEPT AIN	AILLEURS (HORS AIN ET VAD)	
<b>1- ALIMENTAIRE</b>	65,0%	25,5%	9,5%	80,7
NON ALIMENTAIRE	31,9%	39,0%	29,2%	118,4
<b>2- EQ PERSONNE</b>	14,9%	47,5%	37,7%	30,3
<b>3- EQ MAISON</b>	26,3%	41,2%	32,5%	40,4
<b>4- CULTURE LOISIRS</b>	25,1%	43,3%	31,6%	23,5
<b>5- HYGIENE SANTE</b>	68,7%	20,4%	10,9%	24,3
<b>TOTAL</b>	<b>45,3%</b>	<b>33,5%</b>	<b>21,2%</b>	<b>199,2</b>

Source : Enquête sur les comportements d'achat des ménages de 2010 - CCI de l'Ain (M€ : millions d'euros)

#### Où habitent les clients des commerces du SCOT Dombes ?

C.A. 2003	LIEUX D'HABITATION			TOTAL EN M€
	SCOT DOMBES	RESTE DEPT AIN	AILLEURS (HORS AIN)	
<b>1- ALIMENTAIRE</b>	79,3%	18,3%	2,4%	55,0
NON ALIMENTAIRE	79,7%	16,9%	3,4%	36,0
<b>2- EQ PERSONNE</b>	66,8%	23,4%	9,8%	6,6
<b>3- EQ MAISON</b>	78,1%	18,6%	3,3%	9,6
<b>4- CULTURE LOISIRS</b>	81,9%	15,2%	2,9%	6,3
<b>5- HYGIENE SANTE</b>	86,1%	13,2%	0,7%	13,4
<b>TOTAL</b>	<b>79,5%</b>	<b>17,7%</b>	<b>2,8%</b>	<b>90,9</b>

Source : Enquête sur les comportements d'achat des ménages de 2003 avec apports extérieurs - CCI de l'Ain (M€ : millions d'euros)

C.A. 2010	LIEUX D'HABITATION			TOTAL EN M€
	SCOT DOMBES	RESTE DEPT AIN	AILLEURS (HORS AIN)	
<b>1- ALIMENTAIRE</b>	72,9%	26,3%	0,8%	72,0
NON ALIMENTAIRE	73,5%	24,3%	2,2%	51,3
<b>2- EQ PERSONNE</b>	58,8%	32,3%	8,9%	7,7
<b>3- EQ MAISON</b>	66,2%	32,1%	1,6%	16,1
<b>4- CULTURE LOISIRS</b>	79,1%	18,6%	2,3%	7,5
<b>5- HYGIENE SANTE</b>	82,9%	17,0%	0,1%	20,1
<b>TOTAL</b>	<b>73,2%</b>	<b>25,4%</b>	<b>1,4%</b>	<b>123,3</b>

Source : Enquête sur les comportements d'achat des ménages de 2010 avec apports extérieurs - CCI de l'Ain (M€ : millions d'euros)

#### Le ratio CA/DC

FAMILLE DE PRODUITS	2003	2010
<b>1- ALIMENTAIRE</b>	85	89
NON ALIMENTAIRE	38	43
<b>2- EQ PERSONNE</b>	25	25
<b>3- EQ MAISON</b>	31	40
<b>4- CULTURE LOISIRS</b>	32	32
<b>5- HYGIENE SANTE</b>	74	83
<b>TOTAL</b>	<b>57</b>	<b>62</b>

Source : Enquête sur les comportements d'achat des ménages de 2003 et 2010 - CCI de l'Ain



#### Méthode

L'analyse des flux de consommation repose sur les données des études de comportements d'achat, réalisées par la CCI de l'Ain en 2003 et 2010.



**Situation de référence**  
année de référence : 2003

En 2003, les deux-tiers des dépenses alimentaires des habitants du territoire étaient effectués dans la Dombes. Mais seulement un tiers de leurs dépenses non alimentaires était réalisé sur place. Les achats en équipement de la maison et en culture-loisirs étaient majoritairement effectués dans le reste du département de l'Ain (34%) et hors du département (40%). Les dépenses en équipement de la personne étaient majoritairement effectuées en dehors de l'Ain, ce qui laissait percevoir une forte relation avec le Rhône sur ce secteur d'activités.

En 2003, les commerces du territoire répondaient majoritairement à des besoins locaux. 80% des clients provenaient de la Dombes, aussi bien sur les secteurs alimentaires que non alimentaires. Le reste des clients provenait principalement du reste du département de l'Ain.

**Evaluation**  
(période d'évaluation : 2003-2010)

En 2010, l'évasion moyenne reste globalement la même qu'en 2003 avec 55% des dépenses réalisées hors du territoire. Elle diminue légèrement sur les secteurs de l'équipement de la maison et de l'hygiène-santé, mais augmente quelque peu en alimentaire et en équipement de la personne. Ce dernier secteur, qui concerne essentiellement l'habillement, est particulièrement problématique. En 2010, les commerces d'équipement de la personne ne répondent qu'à 15% des besoins des habitants de la Dombes.

On remarque que les habitants de la Dombes fréquentent de plus en plus les commerces du reste de l'Ain sur ce secteur et de moins en moins les commerces des autres départements, ce qui laisse supposer des mutations du tissu commercial en équipement de la personne sur le reste de l'Ain.

Entre 2003 et 2010, la part des clients provenant du reste du département a sensiblement augmenté. Les habitants de la Dombes ne représentent plus que 73% des clients des commerces du territoire, alors qu'ils représentaient 80% en 2003.

Il semble y avoir un décalage entre l'offre et la demande sur le secteur de l'équipement de la personne. En effet sur ce type d'achat, les commerces du territoire ne captent que 15% des dépenses des Dombistes, mais génèrent 40% de leur chiffre d'affaires grâce à des clients venus de l'extérieur. Il y a donc à la fois une très forte évasion et une relative attraction dans ce secteur commercial.



Rue commerçante de Chalamont - Source : Agence d'urbanisme

## Indicateur 11 Exploitations agricoles

### Objectifs du Scot

- Garantir la vocation agricole et rurale du territoire.
- Protéger les espaces agricoles et les territoires participant à la production d'Appellation d'origine contrôlée (AOC).

#### NOMBRES D'EXPLOITATIONS, SURFACE AGRICOLE UTILE ET MAIN D'ŒUVRE AGRICOLE EN 2000 ET EN 2010

	Exploitations		SAU* (ha)		Travail total (UTA)*		dont travail salarié (UTA)	
	2000	2010	2000	2010	2000	2010	2000	2010
<b>Total Exploitations</b>	<b>595</b>	<b>454</b>	<b>29 706</b>	<b>28 765</b>	<b>785,8</b>	<b>761,8</b>	<b>160,3</b>	<b>293,8</b>
<i>Dont :</i>								
Exploitations individuelles	486	311	18 414	12 788	467,1	252,2	40,8	29,7
GAEC	51	49	7 211	8 318	147,9	140,2	13,7	15,0
EARL	25	50	2 268	5 436	67,8	116,5	30,3	45,0

Source : Agreste Rhône-Alpes, Recensements agricoles 2000 et 2010

#### Définitions

##### Surface agricole utile (SAU)

La SAU du recensement agricole de 2010 est la SAU des exploitations, à ne pas confondre avec la SAU communale. Contrairement à cette dernière, elle ne peut pas être comparée à la superficie communale. C'est la localisation du siège d'exploitation qui rattache l'intégralité de sa SAU à une commune indépendamment de la localisation des parcelles.

##### Unité de travail annuel (UTA)

Mesure du travail fourni par la main d'œuvre. Une UTA correspond au travail d'une personne à plein temps pendant une année entière. Le travail fourni sur une exploitation agricole provient d'une part de l'activité des personnes de la famille (chef d'exploitation compris), d'autre part de l'activité de la main d'œuvre salariée (permanents, saisonniers, salariés des entreprises de travaux agricoles et coopératives d'utilisation du matériel agricole).

	Surface cultivée (ha)		Evolution
	2000	2010	2000-2010
<b>Total SAU</b>	<b>29 706</b>	<b>28 765</b>	<b>-3,2%</b>
<i>Dont :</i>			
Céréales	14 406	14 971	3,9%
Oléagineux, protéagineux	2 230	2 285	2,5%
Plantes industrielles	13	s	nd
Légumes secs, frais, fraise, melon	s	33	nd
Fourrages annuels	1 711	1 753	2,5%
Prairies artificielles	83	83	0,2%
Prairies temporaires	6 307	5 760	-8,7%
Prairies permanentes productives	2 869	2 355	-17,9%
STH peu productives	113	122	8,0%
Vignes	s	s	nd
Fruits (yc petits fruits)	2	s	nd

Source : Agreste Rhône-Alpes, Recensements agricoles 2000 et 2010

### Situation de référence

année de référence : 2000

En 2000, 595 exploitations agricoles étaient recensées dans le territoire du Scot de la Dombes. Elles exploitaient 29 706 hectares de Surfaces agricoles utiles (SAU) et comptabilisaient 786 Unités de travail annuel (UTA), dont près de 20% en travail salarié.

En 2000, les grandes cultures (céréales, oléagineux et protéagineux) occupaient 56% de la SAU et 31% des prairies (artificielles, temporaires et permanentes).

### Evaluation

(période d'évaluation : 2000-2010)

En 2010, le territoire du Scot de la Dombes compte 454 exploitations agricoles. C'est 24% de moins qu'en 2000. Cette diminution est moins forte que celle observée à l'échelle régionale (- 31 %) notamment du fait du caractère plus rural du territoire, mieux préservé face aux dynamiques d'évolutions urbaines.

En 2010, les exploitations du territoire du Scot de la Dombes valorisent 28 765 hectares. Elles sont en diminution de 3% par rapport à 2000 (diminution moins forte que celle de 6% observée en Rhône-Alpes).

En 2010, les exploitations du territoire mobilisent 762 UTA (équivalent temps plein agricole). En diminution de 3% depuis 2000, cette baisse est moins forte que

celle du nombre d'exploitations qui du fait de leur agrandissement mobilisent chacune plus de main d'œuvre. La main d'œuvre moyenne par exploitation est ainsi passée de 1,3 UTA en 2000 à 1,7 UTA en 2010. Dans le même temps, la structure de la main-d'œuvre évolue vers plus de salariat, en progression de 83% depuis .

En 2010, 60% de la SAU du territoire du Scot de la Dombes sont cultivés en grandes cultures (céréales, oléagineux et protéagineux) et 28% en prairies (artificielle, temporaire et permanente). Les surfaces en prairies permanentes et temporaires perdent respectivement 18% et 9% de leur surface. A l'inverse, les surfaces cultivées en céréales et oléagineux-protéagineux progressent respectivement de 3,9% et 2,5%.



Une activité non identifiée significativement dans le recensement agricole et pourtant essentielle dans le territoire : la pisciculture (Source : Syndicat mixte du Scot de la Dombes)

